

association privilégiée avec l'Allemagne, ennemi repentant et corrigé. Le troisième changement se rapporte à la France d'outre-mer. L'une après l'autre, à commencer par le Vietnam, les colonies françaises se sont révoltées et, en fin de compte, ont dû être abandonnées. C'est ce qui a donné à croire que la France n'avait plus d'intérêts spéciaux que dans quelques parties du monde, notamment le Maghreb et l'Afrique francophone auxquels se sont ajoutés, lors de la crise pétrolière des années 70, les pays arabes de la Méditerranée.

L'accent mis sur la fierté et l'indépendance nationales, face à ces trois changements majeurs, a fait penser qu'il fallait se doter d'un puissant arsenal militaire. L'amertume laissée par la Seconde Guerre mondiale engendrait la ferme conviction que seules les armes pouvaient garantir l'indépendance. Dans l'esprit de Georges Pompidou, cela s'est traduit par l'idée que la politique française, malgré l'atténuation de la menace soviétique et la fin de la guerre froide, devait toujours s'inspirer du principe: «défense plus détente égale sécurité».

Cette doctrine politique fut mise en relief par le style hautement personnel du général de Gaulle, caractérisé par un manque d'appréciation des problèmes quotidiens et des grandes inégalités de la vie française. En politique étrangère, il exerçait avec un air de grandeur une autorité personnelle que les Anglo-Saxons trouvaient difficile à accepter. Lors de son accession à la présidence en 1969, Georges Pompidou modifia subtilement le style de ces rapports, se montrant plus soucieux de l'économie et un peu moins dur à l'égard des Américains. On peut s'attendre à une continuation de cette politique par M. Giscard d'Estaing. En revanche, le but, les conditions et le réalisme de la politique française empêcheront ces raisons de forme de modifier sensiblement le fond de la politique étrangère.

Initiative en Europe

La conduite des affaires étrangères en France restera vraisemblablement analogue, sous M. Giscard d'Estaing, à celle qu'ont pratiquée les deux premiers présidents de la Cinquième République. La nomination de M. Jean Sauvagnargues au poste de ministre des Affaires étrangères ressemble à la plupart des nominations antérieures à ce poste. Ancien fonctionnaire (ambassadeur à Bonn de 1970 à 1971), il comblera certainement tous les désirs du Président (comme le firent MM. Michel Jobert et Maurice Couve de Murville); sa grande connaissance de l'Europe et particulièrement de l'Allemagne devrait aider

M. Giscard d'Estaing à maintenir d'étroites relations personnelles avec le nouveau chancelier allemand, M. Helmut Schmidt.

Eu égard aux objectifs et aux conditions précitées, c'est l'Europe qui offre le terrain le plus propice à l'initiative française. Tandis que de Gaulle voulait que la France joue un des tout premiers rôles sur la scène mondiale, M. Giscard d'Estaing optera probablement pour une Communauté économique européenne renforcée, fondée sur la coopération franco-allemande et pouvant en soi constituer une puissance mondiale. Le vif intérêt qu'il porte aux affaires d'Europe l'a poussé à déclarer durant la campagne électorale: «L'Europe constitue pour moi la priorité essentielle». Bien qu'il n'ait pas nommé de ministre des Affaires d'Europe (M. Jean Lecanuet, candidat logique, est devenu ministre de la Justice), il a annoncé qu'il profiterait du passage de la France à la présidence de la Communauté (de juillet à décembre 1974), pour prendre des mesures qui devraient «assurer l'union de l'Europe en 1980». Les occasions ne lui manqueront pas au cours de cette période, car le président de la France est habilité, depuis la réunion de Copenhague l'an dernier, à convoquer toute réunion des dirigeants de la Communauté



Le changement de dirigeants à Paris et à Bonn donne un nouvel accent aux affaires étrangères. En fin de soirée à Paris, M. Giscard d'Estaing reconduit le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Schmidt, à son hôtel près du palais de l'Élysée.